

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de l'Éducation:

QUE madame Françoise Kayler, journaliste, journal La Presse, soit nommée membre du conseil d'administration de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, pour un mandat de deux ans à compter des présentes, en remplacement de monsieur Pierre Dagenais;

QUE madame Claudette Dumas-Bergen, présidente, Dumas-Bergen — Relations publiques, soit nommée membre du conseil d'administration de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, pour un mandat de deux ans à compter des présentes, en remplacement de madame Andrée Guy;

QUE madame Louise Beer, directrice Congrès internationaux, Services de congrès Events international, soit nommée membre du conseil d'administration de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, après consultation des étudiants de cet Institut, pour un mandat de deux ans à compter des présentes, en remplacement de monsieur Marc Labrie.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

28028

Gouvernement du Québec

Décret 797-97, 18 juin 1997

CONCERNANT l'acceptation par le gouvernement du Québec d'un transfert de la gestion et la maîtrise d'un lot de grève et en eau profonde faisant partie du lit du fleuve Saint-Laurent, situé dans les limites de la Paroisse de Saint-Irénée, circonscription foncière de Charlevoix N^o 1

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 268 du 17 mars 1955, le gouvernement du Québec vendait au gouvernement du Canada le lot de grève et en eau profonde ci-après décrit, faisant partie du lit du fleuve Saint-Laurent et situé dans les limites de la Paroisse de Saint-Irénée, circonscription foncière de Charlevoix N^o 1, pour la construction et le maintien d'un quai public;

ATTENDU QUE par acte de transfert de gestion et maîtrise en date du 1^{er} octobre 1996, le gouvernement du Canada transférait au gouvernement du Québec la gestion et la maîtrise du lot de grève et en eau profonde ci-après décrit;

ATTENDU QU'un tel transfert et son acceptation constituent une entente intergouvernementale canadienne de-

vant être approuvée par le gouvernement aux termes des articles 3.7 et 3.8 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QUE par le décret 1480-95 du 15 novembre 1995, l'acceptation par le gouvernement du Québec des transferts de gestion et maîtrise ou d'autres droits constitue une catégorie d'ententes exclues de l'application de l'article 3.8 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QUE par l'article 2 de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13), le gouvernement peut autoriser telle acceptation de transferts de gestion et maîtrise en faveur du gouvernement du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune:

QUE soit accepté le transfert de la gestion et la maîtrise du lot de grève en eau profonde, faisant partie du lit du fleuve Saint-Laurent, connu et désigné comme étant le bloc 637 du Fleuve-Saint-Laurent à l'arpentage primitif, situé en front des lots 81 et 82 du cadastre officiel de la Paroisse de Saint-Irénée, circonscription foncière de Charlevoix numéro un (N^o 1), tel que montré sur un plan préparé par l'arpenteur-géomètre Philippe Maheux, en date du 7 octobre 1994, sa minute n^o 1397. Ce lot contient une superficie de quinze mille sept cent quatre-vingt-deux mètres carrés et sept dixièmes (15 782,7 m²);

QUE trois copies conformes du décret soient transmises au gouvernement du Canada pour valoir comme instrument d'acceptation de ce transfert;

QUE ce lot de grève et en eau profonde soit placé sous l'autorité du ministre de l'Environnement et de la Faune.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL CARPENTIER

28029

Gouvernement du Québec

Décret 798-97, 18 juin 1997

CONCERNANT l'acceptation par le gouvernement du Québec d'un transfert de l'usage d'un lot de grève et en eau profonde faisant partie du lit du fleuve Saint-Laurent, situé dans les limites de la Paroisse de Saint-Louis-de-Lotbinière, circonscription foncière de Lotbinière

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 1332-89 du 16 août 1989, le gouvernement du Québec transférait au gouvernement du Canada l'usage d'un lot de grève et en